



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-40 - Séance du 06/07/2020

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	12	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 6 juillet à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 02/07/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 02/07/2020.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER ; Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

Absent excusé :

Alain SOULIER

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-40 – CCAS : ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2020

Vu l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 portant au 31 juillet l'adoption du budget primitif 2020,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget,

Vu l'article 107 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'instruction comptable M14,

Vu la délibération n°2020-27 du 22 juin 2020 portant sur la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2020,

Vu la délibération n°2020-35 du 06 juillet 2020 approuvant le compte de gestion pour l'exercice 2019,

Vu la délibération n°2020-36 du 06 juillet 2020 approuvant le compte administratif pour l'exercice 2019,

Vu la délibération n°2020-37 du 06 juillet 2020 approuvant l'affectation des résultats 2019,

Monsieur le président rapporte que le budget prévisionnel 2020 du CCAS s'équilibre comme suit :

Section d'investissement : 8 251 225 euros

Section de fonctionnement : 440 887 euros

Il est proposé aux membres du conseil d'administration d'adopter le budget par chapitre selon le détail suivant :

Section de fonctionnement :

Dépenses

Chapitre 011 – Charges à caractère général :	79 873€
Chapitre 012 – Charges de personnel :	209 200€
Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante :	5 600€
Chapitre 66 – Charges financières :	3 325€
Chapitre 023 – Virement section d'investissement :	137 962€
Chapitre 042 – Dotations aux amortissements :	4 927€

Recettes

Chapitre 70 – Produits des services :	2 300€
Chapitre 74 – Dotations et participations :	433 585€

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante : 5 000€

Chapitre 76 – Produits financiers : 2€

Section d'investissement :

Dépenses :

Chapitre 001 – Solde exécution section investissement reporté : 1 194 372€

Chapitre 16 – Emprunts en euros : 545 000€

Chapitre 20 – Concessions et droits : 6 000€

Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 6 500€

Chapitre 23 – Immobilisation en cours : 6 499 353€

Recettes :

Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement : 137 962€

Chapitre 10 – Dotations, fonds divers : 53 546€

Chapitre 13 – Subvention d'investissement : 1 605 467€

Chapitre 1641 – Emprunt en euros : 5 843 235€

Chapitre 23 – Immobilisations en cours : 606 088€

Chapitre 040 – Dotations aux amortissements : 4 927€

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration **ADOpte** le budget 2020 par chapitre selon le détail établi ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 06/07/2020

Le Président,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 10/07/2020

Reçu en préfecture le 10/07/2020

Affiché le



ID : 034-213400229-20200706-DLP2020_40-DE